

Militant de famille... et de coeur

Chercheur au Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population à Neuchâtel, Bülent habite à Chaumont dans une des plus vieilles fermes de la région. Cet ancien militant turc est arrivé en Suisse en 1982, où il a obtenu le statut de réfugié politique.

« **M**on pays d'origine est présent dans ce que je suis aujourd'hui. Mais il n'est pas un point de départ dans ma relation aux autres. Ce n'est pas lui qui me définit », confie Bülent Kaya, une étincelle dans le regard. Cet homme d'origine turque travaille comme chercheur au Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) à Neuchâtel. Il est arrivé en Suisse il y a exactement 25 ans pour y déposer une demande d'asile, suite au coup d'Etat militaire de 1980 en Turquie. Un exil lié à son engagement en faveur de la démocratie et des valeurs humaines. « J'ai été sensibilisé dès mon plus jeune âge à ces idéaux. Je suis issu d'une famille d'intellectuels et de militants de gauche. Mon père était enseignant et très engagé, ainsi que plusieurs membres de ma famille », raconte Bülent, qui a grandi à l'Est de la Turquie, à Hanak, près des frontières géorgiennes et arméniennes.

Engagement estudiantin

A 13 ans, il a traversé le pays avec ses proches, pour s'installer à Istanbul. « Mes parents voulaient nous donner une éducation de qualité que seule une grande ville pouvait offrir. Ça a été un véritable choc pour nous, se souvient Bülent. Tout était différent, les habits, le langage, l'organisation de la vie quotidienne. La TV a transformé nos soirées... » Peu de temps après son émigration, l'adolescent s'est impliqué dans un mouvement estudiantin,

une initiative qui l'aida énormément à trouver une place au sein de la jeunesse d'Istanbul. « Nous étions unis par nos idéaux, comme si nous portions une même casquette », commente Bülent qui faisait partie d'un mouvement social très large, regroupant des millions de personnes en Turquie, des syndicats, des associations de jeunes ou de femmes. A son niveau, il luttait pour la démocratisation du système universitaire et de la société. Alors qu'il s'appêtait à terminer ses études en science de l'éducation, le jeune militant a vu son pays changer de visage, suite au coup d'Etat perpétré par l'armée en 1980. « Du jour au lendemain, il y avait davantage de militaires dans les rues que de civils », se rappelle ce fils d'une famille de sept enfants.

Traqué

Après quelques mois de répit, la traque a commencé à l'encontre de son mouvement. Recherché, Bülent a vécu une année d'errance, changeant régulièrement de lieux de résidence, dormant chez des amis ou de la famille. « Notre cercle est devenu toujours plus petit, les arrestations étaient nombreuses, mais nous ne voulions pas lâcher nos idéaux. Nous collions des tracts contre les murs. On protestait contre la torture et les assassinats perpétrés par les militaires. Pour nous, c'était comme un cri, une démonstration de force : Voyez ! Nous sommes toujours là ! » Bülent se cachait dans les cafés chics d'Istanbul où les autorités ne pensaient pas chercher des activistes de gauche. Mais l'état se resserrait. Le jeune homme a dû élaborer une nouvelle stratégie. Marcher. Se déplacer en permanence. Pour éviter qu'on le localise, il parcourait en moyenne 30 kilomètres par jour et il en profitait pour

rencontrer d'autres militants. « Nous nous donnions rendez-vous aux arrêts de bus. Nous discutons quelques minutes puis nous nous séparions à nouveau. Il fallait être très prudent. Ces rencontres nous permettaient de rester en contact et de savoir qui était encore en liberté », raconte Bülent qui était alors soutenu financièrement par sa soeur. Employée à l'Office des impôts, elle lui remettait chaque mois la totalité de son salaire... jusqu'à ce qu'un jour, il jette l'éponge. « Lorsque j'ai perdu l'espoir de voir se reconstituer notre mouvement, j'ai décidé de quitter le pays. J'étais recherché et je ne pouvais pas mener une vie normale en Turquie », explique cet habitant de Chaumont qui s'est exilé en Suisse avec un ami, lui aussi engagé politiquement. Ce dernier est aujourd'hui député vert au Grand Conseil bernois.

Un boulot au Mc Do

Un mois après leur fuite, le réseau dans lequel Bülent était impliqué a été démantelé. « Tout le monde a été arrêté. Ceux qui ont survécu ont fait entre 4 et 5 ans de prison préventive, avant d'être acquittés. J'ai eu beaucoup de chance d'être passé entre les mailles du filet », commente cet homme alerte, qui a trouvé un travail au Mc Donald's à Berne une semaine après avoir déposé sa demande d'asile. L'universitaire préparait les hamburgers et lavait la salade, le sourire aux lèvres. « Cet emploi a été fondamental pour moi, j'y ai rencontré mes premiers amis : des étudiants qui travaillaient pour se faire de l'argent de poche. Ça a représenté une première marche essentielle à mon intégration », explique Bülent qui est rapidement devenu chef de « crew », puis sous-chef du fast-food. « Mais après un certain temps, mes démons sont revenus me hanter. Je me demandais pourquoi j'avais été traité comme un criminel, comme une personne dangereuse, au point de devoir fuir mon pays. J'ai fait un grand travail de réflexion. J'ai dû me

repositionner par rapport à mon passé, pour pouvoir entrer dans ma réalité helvétique. Aujourd'hui, je me sens bien, contrairement à certains amis exilés qui souffrent toujours intérieurement. » Lorsque Bülent a obtenu le statut de réfugié, il a souhaité reprendre ses études. Une démarche qui a nécessité une grande détermination de la part du jeune homme.

Un nouveau départ

« Je n'avais pas droit à une bourse car j'avais déjà suivi une formation universitaire en Turquie... qui n'était pourtant pas reconnue ici. Il y avait énormément d'obstacles administratifs. Finalement, le père d'une amie suisse m'a prêté l'argent pour que je puisse payer ma première année d'université, avant de pouvoir obtenir un prêt. J'ai suivi trois mois de cours de français puis, j'ai étudié les Sciences politiques à Genève. C'était dur à cause de la langue mais j'ai réussi », raconte Bülent qui gagnait sa vie en faisant des nettoyages à la TSR, de 5h à 8h du matin. Avant d'être engagé au SFM à Neuchâtel, il a travaillé pour l'OSCE en Bosnie. Il a également mené différents mandats pour des œuvres d'entraide en Suisse et a été assistant de recherche à l'Université de Genève. Bülent est devenu un véritable spécialiste des migrations, tout en se sédentarisant... à Saules où il a vécu 14 ans. Père d'un garçon de 15 ans, il vit aujourd'hui à Chaumont, où il a rénové de ses mains une des plus vieilles fermes de la région. « J'adore relever les défis », s'exclame Bülent, qui refuse de cloisonner sa vie à un seul domaine d'expertise... Un homme mosaïque.

Cette rubrique, soutenue par le bureau du délégué aux étrangers du canton de Neuchâtel, se veut un apport constructif dans la compréhension interculturelle et souligne la diversité de la communauté étrangère neuchâteloise.

Valérie Kernén

La Turquie en bref

Superficie : 774 820 km² (plus que la Grande-Bretagne et l'Espagne réunis).

Population : 73 190 000 habitants.

Capitale : Ankara.

Nature de l'Etat : république centralisée, dans laquelle l'armée exerce une influence via le Conseil de sécurité nationale.

Dirigeants : Ahmet Necdet Sezer, président depuis 2000 ; Recep Tayyip Erdogan, chef du gouvernement depuis 2003 (membre du AKP, parti musulman modéré).

Histoire récente: démantèlement de l'Empire ottoman, après la Première guerre mondiale. 1920 : Mustafa Kemal, dit Atatürk, est élu président. Celui-ci abolira le sultanat deux ans plus tard. 1923 : le traité de Lausanne fixe les frontières de la Turquie. La présidence de Mustafa Kemal est marquée par de nombreuses réformes (laïcisation, instruction obligatoire, modernisation). Il décède en 1938. La Turquie reste neutre durant la seconde guerre mondiale. 1952 : entrée dans l'OTAN. Les militaires prennent le pouvoir à trois reprises à partir des années soixante. Le dernier coup d'Etat (1980-1983), dirigé par Kenan Evren, a lieu dans un contexte de guerre-civile contre les mouvements de gauche. 1983 : le pays retourne à un système parlementaire. 1999 : le chef de la rébellion kurde Abdullah Öcalan est arrêté. De nombreuses réformes sont amorcées en vue d'une adhésion à l'Union européenne. 2005 : ouverture des négociations d'adhésion à l'UE, à condition que la question de la reconnaissance de Chypre par Ankara soit réglée.

Statistiques : 814 personnes d'origine turque résident dans le canton de Neuchâtel.